

La Lituanie troublée par la mémoire de la Shoah

Le rôle des Litvaniens dans le génocide des juifs, nié sous l'ère soviétique, a depuis été étudié par des historiens locaux. Mais le sujet reste sensible dans l'opinion, et un projet de loi prévoit d'interdire la vente de contenus « déformant la vérité historique ».

Etape touristique incontournable à Vilnius, le Musée des victimes du génocide est situé dans les anciens locaux de la Gestapo, qui devinrent plus tard ceux du KGB. Il propose une terrifiante plongée dans les pratiques tortionnaires. De l'autre côté de la Neris, les fêrus d'architecture contemplent le Palais des sports et des concerts, avec ses courbes en béton armé.

Si les guides font la part belle à ces constructions, ils omettent souvent d'en raconter l'histoire dans toute sa brutalité. Malgré son nom, le Musée du génocide ne consacre qu'une salle aux victimes juives – l'essentiel étant réservé aux crimes commis par les Soviétiques contre la population lituanienne, ainsi assimilés à un « génocide ». Quant au Palais des sports, il est construit sur un ancien cimetière juif où est enterré Eliyahou ben Shlomo Zalman – le Gaon de Vilna –, grande figure du monde juif ashkénaze.

Tout autour, les chantiers se multiplient, rien n'est fait pour restaurer le Palais des sports, en mauvais état. Il est tentant d'en faire le symbole d'un pays qui ne sait que faire de son passé, et notamment de cette page que l'historien Saulius Suziedelis décrit comme « *la plus sanglante de l'histoire lituanienne* ». Le pays natal du philosophe Emmanuel Levinas et de l'écrivain Romain Gary comptait près de 200 000 juifs en 1940, et Vilnius était surnommée la « Jérusalem du Nord ». Entre 1941 et 1944, près de 195 000 juifs ont été tués par les nazis allemands et leurs collaborateurs locaux.

Héros national et collabo

Le rôle des Litvaniens dans le massacre des juifs a été rappelé par des historiens aussi sérieux que Liuda Truska ou Arunas Bubnys. Mais ont-ils vraiment été entendus ? « *Des milliers de Litvaniens ont été complices des massacres en creusant les fosses communes et en redistribuant les biens*, rappelle l'écrivaine Ruta Vanagaite, *et longtemps, il n'a existé aucun ouvrage sur la question s'adressant au grand public.* »

C'est pourquoi elle s'est attelée elle-même à la tâche, se plongeant dans les archives et se rendant sur les lieux des atrocités, en compagnie d'Efraïm Zuroff, directeur du Centre Simon-Wiesenthal à Jérusalem et chasseur de nazis. « Notre peuple » (non traduit) est le résultat de cette quête. Paru en 2016 et épuisé en deux jours, le livre a été retiré des librairies à l'automne 2017, comme tous les autres titres de l'écrivaine qui avait osé dire, dans un entretien, qu'Adolfas Ramanauskas, héros national de la résistance antisoviétique, avait en réalité collaboré. « *J'ai touché quelque chose qui dérange les gens, et un projet de loi envisage maintenant d'interdire la vente de contenus déformant les données historiques* », s'inquiète celle qu'on insulte désormais dans la rue.

Elle n'est pas la seule à pointer les risques de dérive de ces lois sur l'histoire. « *J'ai publié des livres sous les Soviétiques : la censure du gouvernement, je sais ce que c'est. C'est choquant*

qu'on puisse envisager de telles lois au sein de l'Union européenne », pointe Markas Zingeris, le directeur du Musée juif Gaon-de-Vilna. Mais il n'en déplore pas moins le « sensationnalisme » de « Notre peuple » : l'image d'une Lituanie n'ayant pas fait son travail de mémoire lui paraît fautive. « Dès 1988, le pays a accueilli une grande exposition sur l'art juif, qui a été visitée par des personnes venues de tous les coins de l'Union soviétique. Du jamais-vu en URSS », rappelle M. Zingeris.

Mécontentement

Il n'est pas le seul, loin de là, à défendre la Lituanie. Yves Plasseraud, qui a coorganisé avec l'historien Henri Minczeles, entre autres, une conférence sur la Shoah à Vilnius en 1993, énumère les marques de reconnaissance de la vie juive dans le pays : mise en place d'une commission présidentielle sur les crimes liés à la Shoah, création de musées, de centres culturels juifs et d'un Institut yiddish au sein de l'université de Vilnius, identification des lieux de massacre... « *Il y a des carences, la principale étant d'avoir tardé à juger certains criminels de guerre qui sont désormais décédés. Mais on est loin du déni qui s'empare des Parlements de Budapest, Bratislava ou Varsovie* », estime M. Plasseraud.

« *On en a marre d'être traités comme des barbares !* », s'indigne Caroline Paliulis, résumant un mécontentement répandu parmi ses compatriotes. La présidente de l'Association Lituanie-France à Vilnius a même envoyé une lettre à l'écrivain François-Henri Désérable dont le roman *Un certain M. Piekielny* (Gallimard, 2017) évoque le sort tragique des juifs de Vilnius et souligne le rôle des autochtones. « *Nous n'avons pas attendu qu'un jeune auteur français vienne faire des révélations à ses lecteurs, lit-on dans la lettre. Beaucoup d'efforts ont été accomplis pour assumer la responsabilité de l'atrocité du massacre des juifs ici, qui de fait n'a été connu des Litvaniens dans son ampleur qu'à la libération de la Lituanie, en 1991 – occupation soviétique oblige. Des excuses au nom de la nation ont été faites à la Knesset par le président Algirdas Brazauskas.* »

Symbole le plus récent de l'évolution des mentalités : fin mars, le Parlement a décidé de renommer le Musée du génocide : il s'appelle dorénavant **Musée des occupations et des combats de la liberté**. « *Il était temps. L'assimilation de l'occupation soviétique à un génocide était incorrecte. Un Lituanien pouvait survivre s'il parvenait à s'adapter à l'idéologie soviétique, alors que, sous les nazis, un juif était condamné à mourir* », affirme Irena Veisaite. Née en 1928, cette critique de théâtre a survécu à la Shoah, et rappelle que, pendant la période soviétique, l'extermination des juifs n'était même pas mentionnée. Elle n'en est pas moins sévère envers son pays : « *Qu'aujourd'hui encore une pièce seulement du musée soit consacrée au génocide des juifs en Lituanie, c'est une honte.* »

« Malhonnête »

Pour un rappel plus complet des événements, il faut en effet se rendre dans une maison de bois peinte en vert, qui abrite une exposition sur le génocide des juifs. En face, une stèle salue la mémoire de Chiune Sugihara : le vice-consul du Japon en Lituanie sauva des milliers de juifs pendant la seconde guerre mondiale en émettant des visas malgré les ordres reçus. Mais rares sont ceux qui font halte ici. « *Le musée est petit, et pas très connu. L'histoire de l'Holocauste mériterait plus de place* », concède Renaldas Vaisbrodas, directeur exécutif de l'association Communauté juive de Lituanie. Mais il juge que c'est en coopérant qu'on

obtient le plus de résultats : « *Les déclarations antisémites augmentent lorsqu'on adopte une ligne dure.* »

Cette posture conciliante ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté juive. Depuis le site [Defending History](#), le professeur de yiddish Dovid Katz ne ménage pas ses critiques contre le gouvernement : « *Inutile de parler d'un Musée des occupations et des combats de la liberté si l'exposition célèbre toujours les assassins de 1941 sans mentionner les tracts appelant à l'élimination des citoyens juifs distribués par le Front des activistes lituaniens. C'est encore plus malhonnête !* » Efraim Zuroff, régulièrement cité par Defending History, est monté au créneau pour demander au maire de Kaunas, deuxième ville lituanienne, d'interdire les mariages dans un lieu nommé le « Septième Fort » : dans ce complexe de bunkers, en 1941, des milliers de juifs ont été tués.

Face à cela, Markas Zingeris s'est fixé le défi de « *lier le passé au présent* ». En novembre 2017, le directeur du Musée juif Gaon-de-Vilna a inauguré une succursale consacrée au peintre américain Samuel Bak. A 9 ans, cet enfant prodige organisait sa première exposition dans le ghetto de Vilna. Survivant de l'occupation nazie, il est devenu un artiste reconnu à Boston. A 84 ans, le voilà de retour à Vilnius, où soixante de ses toiles sont exposées. « *Nous ne sommes pas otages de l'Holocauste ou du système communiste, souligne Markas Zingeris, même si nous sommes sans cesse ramenés aux faits et expériences qu'ils ont produits.* »

Margherita Nasi